

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 VALENCIENNES

VALENCIENNES, le 08/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ENERGIE DES SORBIERS

98 rue du Château
92100 Boulogne-Billancourt

Références : 2023-V3-0352
Code AIOT : 0003801615

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/07/2023 dans l'établissement ENERGIE DES SORBIERS implanté Chemin d'Avesnes 59141 Iwuy. L'inspection a été annoncée le 15/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENERGIE DES SORBIERS
- Chemin d'Avesnes 59141 Iwuy
- Code AIOT : 0003801615
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Parc éolien "Chemin d'Avesnes à Iwuy" sur la commune de Iwuy.

Autorisé par arrêté du 19 novembre 2019, comprenant 4 aérogénérateurs (E4, E8, E9 et E13) et 2 postes de livraisons (N°5 et N°6).

Le démarrage des travaux a été notifié à l'administration le 28 juillet 2021.

La mise en service industriel du parc a été faite le 24 novembre 2022.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- mise en service

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Autosurveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 13/11/2019, article 2.5.1	Sans objet
2	Implantation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 3	Sans objet
3	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
4	Dispositions constructives 2	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9	Sans objet
5	Dispositions constructives 3	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10	Sans objet
6	Affichage sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2019, article 14	Sans objet
7	Propreté	Arrêté Ministériel du 26/08/2019, article 16	Sans objet
8	Registre de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
9	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate les points suivants :

- l'ensemble des dispositions constructives inspectées est respecté ;
 - les installations sont propres ;
 - les études acoustiques montrent des non-conformités nocturnes sur plusieurs points.
- L'exploitant a transmis à la préfecture du Nord un plan de bridage le 3 novembre 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Autosurveillance des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2019, article 2.5.1
Thème(s) : Autre, étude acoustique
Prescription contrôlée : Une campagne de mesures acoustiques est réalisée dans les 6 mois après la mise en service des éoliennes, pour s'assurer de la conformité des installations avec la législation et en particulier l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011. En particulier, l'absence de tonalité marquée sera vérifiée. Les résultats des mesures seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Une copie de cette étude d'impact acoustique sera transmise à l'ARS des Hauts-de-France. Dans le cas où le modèle d'aérogénérateur retenu différerait de celui présenté

<p>par le porteur de projet, il sera indispensable que celui-ci réalise une mise à jour de la modélisation numérique réalisée par son bureau d'études acoustiques.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le Parc éolien Energie des Sorbiers a réalisé sa mise en service industriel le 24 novembre 2022. L'inspection demande à l'exploitant de transmettre l'étude acoustique qui a dû être réalisée et transmise à l'ARS avant le 23 mai 2023.</p> <p>L'exploitant explique que l'étude a été réalisée par Vénatec entre mai et juin, qu'il vient de recevoir le rapport.</p> <p>Les résultats de l'étude font apparaître des dépassements en émergence sur la commune de IWUY (situé à l'est du Parc). L'exploitant indique que le rapport sera prochainement communiqué à l'inspection avec un plan d'action et de bridage permettant de réduire les émergences.</p> <p>L'exploitant indique qu'une nouvelle campagne de mesure sera réalisée en novembre afin de vérifier l'efficacité du plan de bridage.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre le rapport d'étude acoustique, puis de transmettre le plan d'action.</p> <p>Le rapport d'étude acoustique a été transmis à l'inspection le 22 août 2023. La seconde étude acoustique accompagnée du plan de brigade a été adressé à M le préfet du Nord le 2 novembre 2023.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'instruction du porté-à-connaissance relatif au plan de bridage acoustique déposé le 2 novembre donnera lieu ultérieurement à une proposition d'arrêté préfectoral complémentaire.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Implantation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 3</p>
<p>Thème(s) : Autre, Implantation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Sans préjudice de la distance minimale d'éloignement imposée par les articles L. 515-44 et le cas échéant L. 515-47 du code de l'environnement, l'installation est implantée à une distance minimale de 300 mètres : - d'une installation nucléaire de base visée par l'article 28 de la loi n° 2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire ; - d'une installation classée pour la protection de l'environnement relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement. II. - Les distances d'éloignement sont mesurées à partir de la base du mât de chaque aérogénérateur de l'installation. III.-Lors d'un renouvellement, lorsque les distances d'éloignement au moment du dépôt du porté-à-connaissance sont inférieures à celles mentionnées par l'article L. 515-44 du code de l'environnement, ces distances ne peuvent en aucun cas être diminuées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de la préparation de l'inspection l'exploitant a transmis les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> _ 20210505_PRE AVL-II PE V02 _ 20211129_Tableau centres E4-E8-E9-E13 _ Plan de situation Energies Sorbiers <p>L'inspection constate que les documents transmis, permettent de justifier du respect de la</p>

prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Autre, Propreté
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que les plateformes et chemin d'accès sont carrossables. Ils sont entretenus et en bon état de propreté.</p> <p>L'exploitant précise qu'il évacue régulièrement des déchets ménagers lors des vérifications de son parc.</p> <p>L'inspection constate la présence sur les champs adjacents de la plateforme de l'éolienne E8 la présence de tas de fumier. L'inspection rappelle que ces tas sont problématiques et favorisent la prolifération des insectes et donc peuvent constituer des aires préférentielles de nourrissage pour l'avifaune et les chiroptères. Il est demandé à l'exploitant de travailler avec le monde agricole afin d'éviter ce type de stockage temporaire à proximité immédiate des plateformes du parc.</p> <p>L'inspection constate la présence d'un stock de matériaux au niveau de la plateforme E4. L'exploitant indique que ce stockage n'a pas été évacué à l'issue de repli des installations de chantier à la demande de l'agriculteur qui souhaite utiliser ces matériaux. L'exploitant constate que le stock a peu diminué.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dispositions constructives 2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9
Thème(s) : Autre, Contrôle par BE – Conformité électrique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est mise à la terre pour prévenir les conséquences du risque foudre. Le respect de la norme IEC 61 400-24, dans sa version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, permet de répondre à cette exigence. Supprimer Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industriel.</p>
<p>Constats :</p> <p>A la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3-General Description 3MW Platform - 1-Consuel poste HTA - PDL 5 - 1-Document Résumé de Conclusion - PDL 5 - 2-Consuel poste HTA - PDL 6 - 2-Document Résumé de Conclusion - PDL 6 <p>L'analyse des documents transmis permet de justifier de la conformité des installations. Les éoliennes Vestas installées, respectent la norme IEC 61400-24.</p>

Avant la mise en service du parc la société socotec a effectué les essais de conformité des installations, le 05 septembre 2022. Les rapports joints ne font apparaître aucune non-conformité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Dispositions constructives 3

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10

Thème(s) : Autre, Contrôle par BE – Conformité électrique

Prescription contrôlée :

L'installation est conçue pour prévenir les risques d'incendie et d'explosion d'origine électrique. Pour satisfaire au 1er alinéa : - les installations électriques à l'intérieur de l'aérogénérateur respectent les dispositions de la directive du 17 mai 2006 susvisée qui leur sont applicables ; - pour les installations électriques non visées par la directive du 17 mai 2006, notamment les installations extérieures à l'aérogénérateur, le respect des dispositions des normes NF C 15-100, NF C 13-100 et NF C 13-200, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet permet de répondre à cette exigence. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de l'ensemble des installations électriques, avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs.

Constats :

A la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis les documents suivants :

- 1-Declaration of conformity
- 1-Consuel poste HTA - PDL 5
- 1-Document Résumé de Conclusion - PDL 5
- 2-Consuel poste HTA - PDL 6
- 2-Document Résumé de Conclusion - PDL 6

L'analyse des documents transmis permet de justifier de la conformité des installations. La déclaration de conformité date du 04 avril 2020. Elle atteste que l'ensemble des machines Vestas du parc sont conformes à la directive européenne du 17 mai 2006.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Affichage sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2019, article 14

Thème(s) : Risques accidentels, Panneaux affichage risque

Prescription contrôlée :

Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Supprimer Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : Supprimer - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; Supprimer - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; Supprimer - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; Supprimer

Constats :

L'inspection a procédé à une inspection par échantillonnage des installations ; les éoliennes E8 et E4 et le poste de livraison PL5 ont été inspectés.

Pour les deux plateformes inspectées l'inspection constate que les prescriptions sont respectées.
Des panneaux sont présents à l'entrée de chaque chemin d'accès aux plateformes, rappelant les risques et sur les postes de livraisons.
Les panneaux sont présents sur le poste de livraison.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2019, article 16

Thème(s) : Autre, exploitation

Prescription contrôlée :

L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.

Constats :

Les installations visitées sont propres.

Aucun stockage de matériaux combustibles ou inflammable n'est observé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Registre de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19

Thème(s) : Autre, exploitation

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.

Constats :

A la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis les documents suivants :

1-manuel de maintenance

2-événements_Energie_des_Sorbiers

Le manuel d'entretien a été établi le 05 mai 2022. Il comprend l'ensemble des chapitres suivants :

1 Préparation à la maintenance

2 Test fonctionnel de sécurité

3 Grue de maintenance

4 Équipement de sécurité

5 Moyeu et pales

6 Systèmes hydrauliques

7 Multiplicateur et système de lubrification pour engrenages

8 Générateur

9 Refroidissement et climatisation

10 Nacelle

11 Système d'orientation

12 Haute tension

<p>13 Élévateurs de personnes et systèmes d'assistance à la montée</p> <p>14 Tour</p> <p>15 Travaux de finition</p> <p>Le tableau reprend les les fréquences de contrôle des installations</p> <p>De plus l'exploitant a transmis le tableur du registre des interventions 2023 où est consigné l'ensemble des événements depuis le 1 janvier 2023. L'inspection demande la transmission du tableur 2022, la mise en service industriel ayant eu lieu le 24 novembre 2022.</p> <p>Par courriel du 10 août 2023, l'exploitant a transmis le registre 2022.</p> <p>L'ensemble des éléments transmis permet d'attester du respect des prescriptions relatives au registre.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Procédure – consignes de sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent: – les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation; – les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides); – les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles; – les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours; – le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention). Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en oeuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes: survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.</p>
<p>Constats :</p> <p>A la demande de l'inspection, l'exploitant a transmis les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 20221024_Plan_de_prevention_Energie_des_Sorbiers_2022-2023 - Procédure Situation D'urgence_Energie_des_Sorbiers <p>Le document " Procédure Situation D'urgence_Energie_des_Sorbiers" présente et regroupe l'ensemble des procédures pour différents scénario d'urgence.</p>
Type de suites proposées : Sans suite